



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 8 janvier 2019

Votants présents :

Mme Marie LARRUE, Mme Cécile SAINT-MARC, Mme Sophie PIQUEMAL, M. Jacques CHAUVET, M. Jean-Jacques EROLES, M. Jean-Guy PERRIERE, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Jean TOUZEAU.

Assistaient à la réunion :

M. Eric COIGNAT, M Gérard GLAENTZLIN,

Président de séance :

M. Jean TOUZEAU

Secrétaire de séance :

M. Jacques CHAUVET

Assistaient également à la réunion :

Mme Jocelyne SARRAUTE (SMPBA), M. Cyril CLEMENT (SMPBA), Mme SURAULT (SMPBA), M Bruno SAVY (SMPBA).

- **Délibération n° : 11-2019**
- **Objet : Modification des membres de la CAO.**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, mardi 8 janvier 2019, au Domaine de Certes à Audenge approuve à l'unanimité la présente délibération.

SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON
Conseil Syndical du 8 janvier 2019

- **Délibération n° : 11-2019**
- **Objet : Remplacement d'un membre de la Commission d'Appel d'Offres à caractère permanent**

Il est rappelé au conseil syndical que la commission d'appel d'offres est composée de :

- L'autorité habilitée à signer les marchés publics ou son représentant dûment habilité par délégation du président de la commission,
- Cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein,
- Trois membres suppléants élus.

Par délibération n° 25-2017 du 13 septembre 2017, le Conseil Syndical a élu une liste de 5 membres titulaires et 3 membres suppléants. Parmi les membres titulaires figurait Monsieur Philippe DORTHE, désigné par le Conseil Départemental.

Par délibération n° 34-2017 du 8 décembre 2017, le Conseil Syndical a acté la désignation de Madame Pascale GOT en remplacement de Monsieur Philippe DORTHE, en tant que délégué titulaire au SMPBA.

Il convient donc de modifier la composition de la Commission d'Appel d'Offres et de procéder à une nouvelle élection.

Monsieur le Président informe l'assemblée qu'il y a lieu de procéder à l'élection de la commission prévue par l'article L 1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales conformément aux dispositions de l'article L 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans les conditions précisées par les articles D 1411-3 à D 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette délibération a pour objectif de procéder à ce vote :

Les listes des candidats présentés sont les suivantes :

Liste n°1 :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
MARIE CARNE	BERNARD CASTAGNET
JEAN-JACQUES GODET	CÉCILE SAINT MARC
JEAN-YVES ROSAZZA	PASCAL GOT
JACQUES CHAUVET	
JEAN-GUY PERRIERE	

Liste n°2 :

TITULAIRES	SUPPLEANTS

Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 8 janvier 2019 décide :

- de procéder au vote

Les résultats du vote sont les suivants :

- Nombre d'inscrits :
- Nombre de votants :
- Nombre de suffrages exprimés :

Sont élus comme membre de la commission d'appel d'offres :

Membres titulaires, outre le Président :

TITULAIRES
MARIE LARUE
JEAN JACQUES EROLES
JEAN YVES ROSAZZA
JACQUES CHAUVET
JEAN-CYRILLE BERRIERE

Membres suppléants :

SUPPLEANTS
BERNARD CASTAGNET
CECILE SAINT MARC
PASCALE GOT

- d'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré à Audenge, le 8 janvier 2019.

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon


Jean FOUZEAU

Annexe à la délibération n° 11-2019 :
Modalités d'élection d'une Commission d'Appel d'Offres à caractère permanent

Pour mémoire, il est rappelé que la commission d'appel d'offres (CAO) est compétente pour l'attribution des marchés publics supérieurs aux seuils européens de procédure.

Les procédures de passation de marchés publics varient en fonction de leur objet :

- marché de travaux : réalisation d'ouvrages, de travaux du bâtiment et de génie civil (ponts, routes, ports, barrages, infrastructures urbaines, etc.)
- marché de fournitures : achat ou location de matériels, de mobilier ou de produits
- marché de services : services matériels (comme l'entretien des locaux par exemple) ou immatériels (conseil juridique, projet informatique, etc.).

La procédure change aussi en fonction de la valeur estimée du marché :

Si la valeur estimée du marché est inférieure aux seuils de procédure formalisée, l'acheteur peut recourir à une procédure adaptée dont il détermine librement les modalités : marché à procédure adaptée ou Mapa. Au-delà, il doit respecter une procédure formalisée.

A titre uniquement indicatif, les seuils en vigueur en septembre 2017 sont les suivants :

- Marchés de travaux : à partir de 5 225 000 € HT.
- Marchés de Fournitures et Services : 209 000 € HT

Considérant les ordonnances n° 2015-899 du 23 juillet 2015 puis le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 qui ont réformé les marchés publics et notamment la Commission d'Appel d'Offres (CAO) à compter du 1er avril 2016,

Considérant qu'à compter de cette date et conformément aux dispositions des articles L1414-1 et L1414-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, doit être mise en place une CAO dont la composition est celle de la commission prévue à l'article L1411-5 II du Code Général des Collectivités Territoriales, c'est-à-dire de la commission réunie dans le cadre des procédures d'attribution d'une délégation de service public.

Considérant les dispositions de l'Article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que pour un établissement public, la commission est composée de l'autorité habilitée à signer la Convention de Délégation de Service Public ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Considérant qu'il est procédé selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

Le comptable du Syndicat Mixte et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent siéger également à la commission avec voix consultative sur invitation du Président, et que peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité désignés par le Président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la Consultation,

Le comptable du Syndicat Mixte et un représentant du ministre chargé de la concurrence siègent également à la Commission avec voix consultative ainsi qu'un ou plusieurs agents de la structure désignés par le Président de la Commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du marché.

Les membres titulaires et suppléants de la Commission sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Par ailleurs les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En outre, le Conseil Syndical peut prévoir à l'unanimité de procéder à l'élection des membres par un vote « à main levée » sous réserve que cette modalité soit expressément prévue.

Avant de procéder à la constitution de la Commission par élection de ses membres il convient, conformément à l'Article D1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales de fixer les conditions de dépôt des listes.

Envoyé en préfecture le 14/01/2019

Reçu en préfecture le 14/01/2019

Affiché le



ID : 033-200075992-20190108-2019_11-DE

Dans la mesure où le Conseil Syndical délibère librement sur les modalités de dépôt des listes et dans la mesure où les délais de procédure l'exigent, il est proposé à l'assemblée délibérante de permettre le dépôt des listes lors d'une suspension de séance intervenant juste après le vote de la présente.

En conséquence, le Conseil Syndical est appelé à délibérer sur les conditions de dépôt des listes et sur les modalités de ce vote.